

DEBAT DES PANELISTES

Jeffry FRIEDEN

Merci beaucoup à chacun d'entre vous. Je voulais profiter de mon privilège de modérateur et ouvrir la discussion en vous posant moi-même une question. Je pense que certains d'entre vous ont identifié deux sources majeures de la crise de l'économie mondiale et du multilatéralisme plus généralement. Kemal s'est concentré sur le fait que, dans un certain sens, le multilatéralisme des dernières décennies était un multilatéralisme des riches et des puissants, et non un multilatéralisme qui profitait à tous, que ce soit dans les grands pays ou dans le monde en général. Il est ironique de constater que la source immédiate de la crise réside dans le retrait visible, voire l'attaque, du multilatéralisme par le pays le plus puissant du monde, les États-Unis. Selon moi ces deux positionnements sont exacts. Tout d'abord, il existe un problème dans l'ordre multilatéral et plus généralement, dans l'ordre économique international, dans la mesure où il semble servir les intérêts des riches et des puissants, comme l'a souligné Kemal. L'autre problème connexe réside dans le fait que les États-Unis paraissent s'éloigner de leur engagement à l'égard du multilatéralisme des dernières décennies.

Ma question est très simple et il est facile d'y répondre : que faire à ce sujet ? De notre point de vue à nous, américains, quels seraient les types d'alternatives à proposer, de solutions envisageables pour aider à sauver l'engagement américain à l'égard du multilatéralisme ? Puis, plus largement, pour ceux d'entre vous qui pensent au reste du monde, comment pourraient répondre les autres pays ? SaKong, vous avez suggéré la possibilité d'une coalition de volontaires, en excluant les États-Unis d'un nouvel ordre multilatéral. Cela constituerait une possibilité, qui présenterait toutefois de graves difficultés, comme nous le constatons dans la situation iranienne. Dites-moi, selon vous, quelle pourrait être la réponse du monde ou celle de chaque pays à l'égard de la crise ?

II SAKONG

Je suis persuadé que toute initiative mondiale ne peut pleinement réussir sans la participation des États-Unis. Il ne fait aucun doute que dans les cinq prochaines années, les États-Unis resteront le pays le plus puissant et le plus influent du monde. Certes, la Chine pourrait devenir la deuxième économie mondiale, mais elle n'a pas vocation à combler le vide laissé par les États-Unis.

Après la crise financière mondiale de 2007-2008, les dirigeants souhaitaient que cette « crise n'ait pas servi à rien ». Ils se sont donc rassemblés et ont œuvré pour sauver l'économie mondiale d'une grande dépression, qui s'est muée plutôt en grande récession. Le moment est venu pour les dirigeants mondiaux de renouveler cet effort. Le G20 devrait être redynamisé dans ce sens.

Jeffry FRIEDEN

C'est entendu. Il s'agit là d'une voie possible. Puis-je avoir les idées de tout le monde à ce sujet ?

Kemal DERVIŞ

Je suis d'accord qu'un multilatéralisme puissant, efficace, ne peut pas être mis en œuvre sans les États-Unis. En effet, pour toutes sortes de raisons traditionnelles, comme sa taille, sa puissance militaire, ce pays domine largement tous les autres. Du point de vue économique, il est plus ou moins à égalité avec la Chine aujourd'hui, mais je pense que laisser les États-Unis à l'écart et essayer de mettre en place le multilatéralisme sans eux n'est pas la bonne voie à suivre. Ce qui est incroyable et dont personne ne parle, c'est que la Banque mondiale a réussi à obtenir

l'augmentation de capital qu'elle souhaitait des États-Unis sous le gouvernement de Trump, alors qu'elle n'avait pas pu le faire pendant des décennies, la situation est donc très insolite.

L'autre point sur lequel je veux revenir, c'est que nous sommes à l'aube d'une révolution technologique, avec à sa tête, une fois de plus, les États-Unis, et où la Chine est également en position de force. C'est le genre de révolution technologique qui nous fera dire, dans cinq ans, lorsque nous nous retrouverons à la World Policy Conference : comment tout cela a-t-il pu se passer en cinq ans ? Je pense que c'est un changement considérable. J'en donne un exemple. Un ordinateur a déjà été utilisé pour battre un humain aux échecs, après avoir analysé d'autres parties d'échecs. Désormais, il suffit d'apprendre à un ordinateur les règles des échecs, et en quatre heures il peut apprendre le jeu lui-même et battre des humains. C'est le genre de chose qui nous attend et c'est là qu'un nouveau multilatéralisme s'avère vraiment nécessaire, car si l'on considère un domaine comme le génie génétique, par exemple, une telle technologie ne peut exister dans un monde sans règles. C'est une autre raison pour laquelle nous avons besoin des États-Unis dans ce monde, car il ne sera pas possible d'instituer des règles sans les États-Unis.

Jeffrey FRIEDEN

Il me semble toutefois que notre expérience passée implique le fait que ces nouvelles technologies possèdent généralement un effet distributif, comme vous l'avez mentionné, qui ne consiste pas à démocratiser l'accès à l'activité économique. Je ne crois pas que les innovations technologiques dont vous parlez pourront résoudre ce problème de multilatéralisme.

Kemal DERVIŞ

C'était le dernier point de ma première intervention. En fait, le défi, c'est que les technologies sont là. Elles se développent, et nous ne pouvons rien y faire. Elles accéléreront et transformeront toute la sphère productive mondiale. La façon dont nous les réglementons afin d'assurer un semblant d'équité et d'équilibre dans ce nouveau monde des technologies nouvelles constitue, je pense, le plus grand défi auquel l'humanité doit aujourd'hui faire face.

Jeffrey FRIEDEN

Marc, compte tenu de votre pessimisme, peut-être s'agit-il de réalisme, à l'égard de la politique américaine, vers quoi tendons-nous ? À votre avis, quelles sont les alternatives ?

Marcus NOLAND

La solution simpliste serait de dire : Trump doit partir. Le problème c'est que par défaut, le parti démocrate aux États-Unis est contre la mondialisation, donc se contenter de remplacer Trump par un démocrate ne résout pas le problème. Il faut qu'il y ait reconstruction d'une coalition bipartite aux États-Unis en faveur du libre-échange. Je pense qu'une telle coalition comporterait essentiellement deux parties prenantes. La première serait formée des éléments conservateurs traditionnels non populistes du parti républicain, alignés sur le monde des affaires. Il convient de rappeler que le vice-président Pence était favorable à l'Alena, au TPP, qu'il soutenait l'OMC, etc. Il existe encore au sein du parti républicain une faction traditionnelle pro-affaires qui soutiendrait le libre-échange. Du côté des démocrates, il semble y avoir deux éléments d'une coalition potentielle en faveur du libre-échange. Le premier est constitué des villes qui tendent à être davantage tournées vers le commerce international que le reste des États-Unis. Si vous prenez l'État de Washington et une ville comme Seattle, ils sont très ouverts au commerce international ; donc des éléments du parti démocrate qui, pour des raisons régionales ou locales, sont toujours en faveur des échanges commerciaux.

Le second élément – et je réalise que mon intervention d'ouverture était assez sombre – me rend optimiste : si vous examinez les résultats de sondages d'opinion publique, les individus les plus en faveur de la mondialisation, la partie

la plus cosmopolite de la société américaine, ce sont les jeunes. Les jeunes sont bien plus ouverts sur le reste du monde que leurs aînés. Même ceux qui ont soutenu Bernie Sanders lors des primaires l'ont fait à cause de son authenticité et de ses propositions concernant la gratuité de l'enseignement supérieur. Ils l'ont soutenu non pas pour ses prises de position contre la mondialisation et les accords de libre-échange, mais en dépit d'elles. Je pense qu'il existe un espoir de renouveau politique aux États-Unis, qui engendrerait une coalition bien plus favorable au libre-échange que ce qui existe aujourd'hui. Toutefois, cela ne se fera pas du jour au lendemain, et exigera un véritable travail politique.

Jeffry FRIEDEN

D'accord. Vous avez fait preuve d'un léger optimisme. Yide, votre vision est-elle tout aussi optimiste au niveau international en ce qui concerne la coopération potentielle, soit entre la Chine et les États-Unis, soit peut-être entre la Chine et les autres puissances moyennes ?

QIAO Yide

Selon moi, la Chine est un des bénéficiaires de la coopération internationale. Lors de la session d'ouverture, le Premier ministre Coulibaly a mentionné que la Chine avait réalisé de grandes avancées dans la réduction de la pauvreté. L'ironie réside dans le fait que certaines voix s'élèvent encore en Chine contre la mondialisation. Certains ne sont pas du tout satisfaits. Ils ont le sentiment que les étrangers profitent de la Chine. Aujourd'hui, en raison de l'escalade de la guerre commerciale, ces voix se sont tues et une sorte de consensus a été atteint. Nous pensons que l'ordre international ou la coopération internationale profitent fondamentalement à la Chine comme au reste du monde. J'estime qu'il est également essentiel pour le reste du monde de comprendre la situation à laquelle la Chine est actuellement confrontée. Selon moi, le gouvernement chinois s'efforcera de promouvoir la coopération internationale, voir même de transformer la pression extérieure en motivation afin de mener des réformes économiques au niveau national.